



Spécial COMMISSION
TOUS LIEUX D'AFFECTATION

Allocation Scolaire

(Article 67 du statut et article 3 del 'annexe VII du statut)

Education Allowance

*(Article 67 of the Staff Regulations and Article 3 of Annex VII
to the Staff Regulations)*

1997-1998

Le personnel affecté dans les délégations hors de l'union, pour lequel l'annexe X du statut est applicable, n'est pas visé par ces informations.

Les fonctionnaires concernés doivent se référer au document de la DG I A.E-2: *"Comment faire. Allocation scolaire: demande d'attribution et remboursements "*

This information does not apply to staff working in delegations in non-member countries, who are covered by Annex X to the Staff Regulations.

They should refer to the DG IA.E.2 leaflet : *"How to do it: Education allowance and requests for reimbursement"*

TABLEDES MATIERES

1. QUI A LE DROIT..... 4

2. CALCUL DE L'ALLOCATION..... 5

2.1. L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE..... 5

 2.1.1. Enseignement primaire et secondaire (ou équivalent)..... 5

 2.1.2. Enseignement supérieur..... 6

2.2. L'INDEMNITÉ NON-FORFAITAIRE..... 7

2.3. FRAIS DE TRANSPORT..... 10

2.4. REMBOURSEMENT DES CLASSES DE NEIGE, CLASSES DE PLEIN AIR
 ET CLASSES DE MER.....11

**3. DOUBLE ALLOCATION SCOLAIRE POUR DES RAISONS
 PEDAGOGIQUES IMPERIEUSES..... 12**

**4. VERSEMENT DE L'ALLOCATION SCOLAIRE A UNE
 TIERCE PERSONNE..... 14**

**5. BOURSES D'ETUDES ET ALLOCATIONS DE MEME
 NATURE QUE L'ALLOCATION SCOLAIRE PERÇUES PAR**

6. PRESENTATION DES DEMANDES..... 15

6.1. LES CONSÉQUENCES DANS LE CAS OÙ LA DEMANDE N'EST PAS
 RENOUVELÉE..... 16

6.2. ADRESSES POUR L'ENVOI DES DEMANDES ET POUR LES
 RENSEIGNEMENTS..... 16

7. QUELQUES SUGGESTIONS..... 18

8. LES DISPOSITIONS STATUTAIRES..... 36

TABLE OF CONTENTS

1. WHO IS ELIGIBLE.....	20
2. HOW THE ALLOWANCE IS CALCULATED.....	21
2.1. THE FLAT-RATE PORTION OF THE ALLOWANCE.....	21
2.1.1. <i>Primary and secondary education (or equivalent)</i>	21
2.1.2. <i>Higher education</i>	22
2.2. THE VARIABLE PORTION OF THE ALLOWANCE.....	23
2.3. TRANSPORT COSTS.....	26
2.4. REIMBURSEMENT OF COURSES AT WINTER SPORTS, COUNTRYSIDE OR COASTAL RESORTS	27
3. DOUBLE EDUCATION ALLOWANCE FOR IMPERATIVE EDUCATIONAL REASONS.....	28
4. PAYMENT OF EDUCATION ALLOWANCE TO A THIRD PERSON.....	30
5. GRANTS AND SIMILAR ALLOWANCES RECEIVED FROM ANY OTHER SOURCE.....	30
6. SUBMISSION OF APPLICATIONS.....	31
6.1. CONSEQUENCES OF FAILING TO RENEW APPLICATIONS	32
6.2. ADDRESSES FOR APPLICATIONS AND ENQUIRIES.....	32
7. A FEW SUGGESTIONS.....	34
8. STAFF REGULATIONS.....	40

L'ALLOCATION SCOLAIRE

(article 67 du statut et article 3 del 'annexe VII du statut)

1. QUI A LE DROIT

L'allocation scolaire est octroyée annuellement, sur présentation d'une demande, aux fonctionnaires et agents temporaires, aux titulaires d'une pension ou de l'indemnité visée aux règlements 2150/82, 1679/85, 3518/85, 2274/87, 1857/89 et de l'article 50 du statut, pour leurs enfants à charge¹ qui fréquentent régulièrement et à temps plein un établissement d'enseignement: c'est à dire, pour un minimum de seize heures de cours par semaine, pendant une durée minimale de trois mois consécutifs. La fréquentation de cours d'enseignement à caractère temporaire n'est pas considérée comme fréquentation régulière et à plein temps d'un établissement d'enseignement.

La fréquentation de cours par correspondance ne donne pas droit au versement de l'allocation scolaire, sauf si .l'enfant ne peut fréquenter un établissement d'enseignement pour des raisons de force majeure dûment justifiées (maladie, handicap, etc.). Dans ce cas, contacter votre gestionnaire pour plus de détails.

Le droit à l'allocation scolaire prend naissance au moment où l'enfant commence à fréquenter un établissement d'enseignement primaire. Il expire à la fin du mois au cours, duquel les conditions ouvrant droit à cette allocation ne sont plus remplies et, au plus tard, à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 26 ans.

Ni l'allocation scolaire, ni aucun autre remboursement de frais, ne sont octroyés pour les enfants en classe maternelle.

1 L'allocation scolaire n'est pas octroyée pour les personnes assimilées à un enfant à charge (article 2 § 4 de l'annexe VII du statut).

Les agents auxiliaires, les experts nationaux, les prestataires de service et les intérimaires ne bénéficient pas de l'allocation scolaire.

2. CALCUL DE L'ALLOCATION

L'allocation scolaire est destinée à couvrir les frais effectifs de scolarité engagés par les parents dans la limite du plafond mensuel visé à l'article 3 § 1 de l'annexe VII du statut (7.394 Bef à partir du 1.7.96)2.

Le remboursement de ces frais est effectué moyennant le versement d'une indemnité mensuelle FORFAITAIRE et, éventuellement, d'une indemnité mensuelle NON-FORFAITAIRE jusqu'à concurrence du plafond mentionné ci-dessus.

2.1. L'indemnité forfaitaire

L'indemnité forfaitaire est versée pour couvrir les frais obligatoires relatifs à l'accomplissement du programme scolaire de l'établissement fréquenté (frais administratifs, livres, matériel scolaire et sportif, activités complémentaires, voyages scolaires, excursions, couverture d'une assurance scolaire, frais de garderie, etc.).

Elle est calculée comme suit:

2.1.1. Enseignement primaire et secondaire (ou équivalent)

- un montant mensuel égal à 36 % du plafond (2.662 Bef), pour chaque enfant de moins de 11 ans;
- un montant mensuel égal à 50 % du plafond (3.697 Bef), pour chaque enfant de plus de 11 ans;
- un montant mensuel égal à 100% du plafond (7.394 Bef), pour chaque enfant qui fréquente une école primaire ou secondaire

2 Ce plafond mensuel est réadapté à chaque révision des rémunérations du personnel

située en dehors du lieu du foyer familial et, qui de ce fait, est hébergé en dehors de ce foyer;

2.1.2. Enseignement supérieur³

- un montant mensuel égal à 100 % du plafond (7.394 Bef), pour chaque enfant fréquentant un établissement d'enseignement supérieur;
- soit
- un montant mensuel égal à 200 % du plafond (double plafond = 14.788 Bef), à trois conditions⁴:

- - 1) que le lieu d'affectation du fonctionnaire, ou agent temporaire, soit distant d'au moins 50 km d'un établissement d'enseignement supérieur du pays de sa nationalité et de sa langue;
 - 2) que l'enfant fréquente effectivement un établissement d'enseignement supérieur distant d'au moins 50 km du lieu d'affectation du fonctionnaire ou agent temporaire;
 - 3) que le fonctionnaire, ou agent temporaire, soit bénéficiaire de l'indemnité de dépaysement.

Cette dernière condition (et celle-ci uniquement!) n'est pas requise **s'il n'y a pas d'établissement d'enseignement supérieur** dans le pays de la nationalité du fonctionnaire ou agent temporaire.

3 Peut être considéré comme enseignement supérieur chaque cycle complet d'études universitaires ou équivalents, pour lequel un diplôme de niveau secondaire est requis et qui mène à un diplôme de niveau supérieur légalement reconnu

4 Ce deuxième tiret concernant le double plafond n'est pas d'application pour les pensionnés

2.2. L'indemnité non-forfaitaire

L'indemnité non-forfaitaire est versée en complément de l'indemnité forfaitaire, jusqu'à concurrence du plafond, pour couvrir notamment:

- a) les frais d'inscription;
- b) les frais d'examen;
- c) les frais de transport entre le domicile de l'enfant et l'école (par un moyen privé, public ou scolaire), pour autant que le trajet d'aller simple soit d'au moins 1 km (voir point 2.3);
- d) les frais résultant de la participation à des *classes de neige*, des *classes de mer* ou des *classes de plein air* (voir point 2.4);
- e) les frais effectifs mentionnés au §2.1 qui dépassent le remboursement prévu par *l'indemnité forfaitaire*.

L'indemnité non-forfaitaire mensuelle est égale au douzième du montant total des frais annuels visés ci-dessus **jusqu'à concurrence:**

- d'un montant mensuel, égal à 64% du *plafond* (4.732 Bef), pour un enfant de moins de 11 ans;
- d'un montant mensuel, égal à 50% *au plafond* (3.697 Bef), pour un enfant de plus de 11 ans.

Les frais visés ci-dessus sont remboursés uniquement sur présentation des pièces justificatives:

Tous les frais doivent ressortir de factures acquittées, ou accompagnées de preuves de paiement, indiquant le nom et prénom de l'enfant et l'année scolaire ou la période à laquelle elles se réfèrent ainsi que la nature des frais payés.

Aucune indemnité non-forfaitaire n'est versée:

- pour les enfants fréquentant un établissement d'enseignement supérieur;

- pour les enfants fréquentant une école primaire ou secondaire n'habitant pas dans le lieu du foyer familial et qui bénéficient d'une indemnité forfaitaire égale a 100% du plafond.

REPARTITION ENTRE L'INDEMNITE FORFAITAIRE ET NON-FORFAITAIRE

Plafond simple:

Enfant de moins de 11 ans

Ind. forfaitaire	Ind. non-forfaitaire disponible
36 %	64 %

(en pourcentage du plafond statutaire)

Enfant de 11 ans ou +

Ind. forfaitaire	Ind. non-forfaitaire disponible
50 %	50 %

Enfant n'habitant pas sous le toit familial (école primaire ou secondaire) ou qui fréquente l'université ou un établissement d'enseignement supérieur

Indemnité forfaitaire
100 %

Double plafond:

Enfant de moins de 11 ans qui fréquente une école, primaire ou secondaire, pour des raisons pédagogiques impérieuses dûment justifiées, à plus de 50 km du lieu d'affectation du fonctionnaire ou agent, ou s'il n'y a pas d'école européenne à moins de 50 km du lieu d'affectation de celui-ci.

Ind. forfaitaire 36 %	Ind. non-forfaitaire disponible 164 %
--	--

(en pourcentage du plafond statutaire)

Enfant de 11 ans ou plus qui fréquente une école, de niveau primaire ou secondaire, pour des raisons pédagogiques impérieuses dûment justifiées, à plus de 50 km du lieu d'affectation du fonctionnaire ou agent, ou s'il n'y a pas d'école européenne à moins de 50 km du lieu d'affectation de celui-ci.

Partie forfaitaire 50 %	Partie non-forfaitaire disponible 150 %
--	--

Enfant inscrit à l'université ou dans un établissement d'enseignement supérieur à plus de 50 km du lieu d'affectation du parent bénéficiaire de l'allocation et qui bénéficie aussi de l'indemnité de dépaysement.

Allocation forfaitaire 200 %

2.3. Frais de transport

Les frais résultant de l'utilisation d'un moyen de transport (public, scolaire ou privé) sont remboursés, dans la limite du *plafond* mentionné au § 2, à **condition que le trajet d'aller simple, entre le domicile de l'enfant et l'école fréquentée, soit d'au moins 1 km.**

- Dans le cas d'utilisation d'un moyen de transport *public* ou *scolaire*, il est nécessaire de présenter une copie de l'abonnement public annuel ou une preuve de paiement délivrée par l'organisme qui gère le transport scolaire.
- Dans le cas d'utilisation d'un moyen de transport *privé*, le demandeur doit indiquer la distance entre le domicile de l'enfant et l'école fréquentée (pour le seul trajet d'aller). Le remboursement s'effectue sur base du coût du transport public normal, ou scolaire, le moins onéreux et empruntant le trajet le plus court du domicile à l'école.

Les fonctionnaires, les agents temporaires et les titulaires d'une pension, gérés par la DG IX de Bruxelles, dont les enfants fréquentent les écoles européennes de Bruxelles ou de Varese, ainsi que ceux gérés par la DG IX de Luxembourg dont les enfants fréquentent l'école européenne de Luxembourg, ne sont pas astreints d'acquitter les frais de transport pour l'utilisation des bus au service des ces écoles (ou de l'Association des transports privés à Luxembourg) s'ils ont droit à l'allocation scolaire. L'administration procédera directement au paiement des frais de transport auprès des écoles (ou de l'Association) dans la limite du *plafond* prévu.

Les demandeurs devront néanmoins préciser dans la demande annuelle le moyen de transport utilisé par leurs enfants (bus de l'école européenne, moyen privé, public, scolaire).

2.4. Remboursement des classes de neige, classes de plein air et classes de mer

Les frais résultant de la participation de l'enfant à des activités spécifiques, dénommées **classes de neige, classes de mer** ou **classes de plein air** (ou **classes vertes**), sont remboursés, dans les limites prévues pour / *indemnité non-forfaitaire* visée au § 2.2, à condition:

- a) que ces classes soient organisées par l'établissement d'enseignement et non sur initiative individuelle des professeurs;
- b) qu'elles soient organisées dans le cadre du programme scolaire et en dehors des périodes de vacances scolaires;
- c) que l'enfant soit hébergé en dehors du foyer familial pendant la participation à de telles classes.
- d) que pendant ces classes la continuité du programme scolaire soit assurée par un mi-temps pédagogique.

Le remboursement n'est accordé que sur présentation d'une attestation, original, portant la signature du directeur et le cachet de l'école, **délivrée après le retour des participants.**

En outre, cette attestation doit obligatoirement indiquer:

- a) que l'étudiant "**a participé**" soit à une "**classe de neige**", soit à une "**classe de plein air**" ou "**classe verte**", soit à une "**classe de mer**";
- b) que l'activité a été organisée par l'établissement d'enseignement dans le cadre du programme scolaire;
- c) la période (en dehors des vacances scolaires) pendant laquelle la classe s'est déroulée;
- d) le lieu où la classe s'est déroulée;
- e) que les élèves ont été hébergés en dehors du foyer familial pendant la classe;
- f) le prix effectivement acquitté par le demandeur.

Les attestations indiquant une activité autre qu'une de celles mentionnées ne seront pas prises en considération.

Le demandeur doit aussi indiquer si une autre contribution ou remboursement a été ou pourrait être versée, par un autre organisme, pour la classe objet de la demande.

Les excursions, les voyages scolaires, les stages sportifs et les classes linguistiques ne font pas l'objet d'un remboursement supplémentaire au sens de ce paragraphe. Les frais pour ces activités sont remboursés selon les modalités prévues pour l'indemnité forfaitaire (§ 2.1)

Les montants seront remboursés en **douze mensualités**, versées, normalement, à partir du début de l'année scolaire jusqu'au mois d'août suivant, dans le cadre de l'*indemnité non-forfaitaire* (code "206" sur le bulletin de rémunération).

3. DOUBLE ALLOCATION SCOLAIRE POUR DES RAISONS PEDAGOGIQUES IMPERIEUSES

Quand le lieu d'affectation du demandeur (fonctionnaire ou agent temporaire) est distant d'au moins 50 km soit d'une école européenne, soit d'un établissement d'enseignement de sa langue (primaire ou secondaire) que l'enfant fréquente pour des **raisons pédagogiques impérieuses, dûment justifiées**, l'indemnité *non-forfaitaire* mensuelle est alors *versée jusqu'à concurrence*:

- d'un montant égal à **164 % du plafond** (12.126 Bef), pour un enfant de moins de 11 ans;
- d'un montant égal à **150% du plafond** (11.091 Bef), pour un enfant de plus de 11 ans.

L'existence de **raisons pédagogiques impérieuses** est reconnue dans les cas suivants;

- **Problèmes d'ordre pédagogique de l'enfant fréquentant une école européenne ou une école de sa langue et de sa nationalité.**

Dans cette situation, il est nécessaire de présenter un certificat du directeur de l'école fréquentée par l'enfant attestant qu'il est dans l'intérêt de ce dernier de quitter l'établissement pour se diriger vers un autre type d'enseignement. Ce nouveau type d'enseignement doit correspondre exactement au profil pédagogique de l'enfant, tel qu'il s'est dégagé durant la période passée à l'école.

- **Problèmes d'ordre pédagogique de l'enfant en fonction de l'entrée en service ou du changement d'affectation du parent fonctionnaire, ou agent temporaire, vers un lieu où se trouve une école européenne.**

Dans cette situation, les raisons *pédagogiques impérieuses* qui justifient le maintien de l'enfant dans son établissement scolaire sont:

- la fréquentation d'une classe finale d'un cycle d'études permettant le passage à un niveau d'études supérieur;

ou

- la fréquentation de la dernière période (ex. troisième trimestre) de l'année scolaire. Dans ce cas il est nécessaire de présenter un certificat du directeur de l'école fréquentée, attestant qu'un changement d'école dans ces conditions causerait à l'enfant un préjudice grave.

- **Problèmes d'ordre linguistique de l'enfant, dans le cas où au lieu d'affectation du parent fonctionnaire, ou agent temporaire, se trouve une école européenne.**

Dans cette situation, il est nécessaire de présenter un certificat *du directeur de l'école européenne*, attestant que les connaissances linguistiques de l'enfant ne lui permettent pas de suivre une classe à l'école européenne.

Pour pouvoir bénéficier du doublement du plafond statutaire, pour des raisons pédagogiques impérieuses, l'école fréquentée doit être à plus de 50 km du lieu d'affectation du demandeur.

4. VERSEMENT DE L'ALLOCATION SCOLAIRE A UNE TIERCE PERSONNE

Lorsque l'enfant ouvrant droit à l'allocation scolaire est confié à la garde d'une autre personne - en vertu de dispositions légales ou par décision de justice ou de l'autorité administrative compétente - l'allocation est versée à celle-ci pour le compte et au nom du fonctionnaire, agent temporaire, titulaire d'une pension ou bénéficiaire de l'indemnité visée aux règlements cités au paragraphe 1.

Dans ce cas, la distance d'au moins 50 km, prévue pour le doublement du plafond statutaire pour les enfants fréquentant un établissement supérieur (point 2.1) et pour les enfants qui fréquentent une école primaire ou secondaire pour des *raisons pédagogiques impérieuses*, est calculée à partir du lieu de résidence de la personne qui a la garde de l'enfant.

5. BOURSES D'ETUDES ET ALLOCATIONS, DE MEME NATURE QUE L'ALLOCATION SCOLAIRE, PERÇUES PAR AILLEURS.

Le demandeur est tenu de déclarer les bourses d'études et les allocations de même nature perçues par ailleurs (*Allocations d'études, Basisbeurs, Student grants, State education grants. Allocation de rentrée scolaire, etc.*).

Conformément à l'article 67 § 2 du statut, ces allocations sont déduites de celles versées par l'Institution.

6. PRESENTATION DES DEMANDES

La demande pour l'octroi de l'allocation scolaire **doit être renouvelée obligatoirement chaque année**, à la rentrée scolaire, moyennant un formulaire spécial distribué au mois de septembre à tous les parents d'élèves.

Ces formulaires seront adressés personnellement, sous enveloppe, au personnel, ainsi qu'aux titulaires d'une pension ou de l'indemnité visée aux règlements 2150/82, 1679/85, 3518/85, 2274/87, 1857/89 et de l'article 50 du statut.

Les fonctionnaires et les agents temporaires qui n'ont pas reçu le formulaire ou qui le souhaiteraient dans une autre langue, peuvent s'adresser aux huissiers de leur étage, ou aux services administratifs compétents, qui possèdent un stock de formulaires dans toutes les langues.

Les demandeurs doivent remplir **un seul formulaire** en faisant, éventuellement, des photocopies des parties du formulaire dont ils ont besoin, si plusieurs enfants sont concernés.

La date limite pour l'envoi du formulaire et des pièces justificatives au service administratif compétent est le **premier novembre**.

Il est obligatoire de compléter le cadre "A" du formulaire pour tous les enfants pour lesquels une demande est introduite.

Les demandes devront être, **obligatoirement**, accompagnées de toutes pièces justificatives, telles que:

- **attestations de fréquentation originales** (avec signature du directeur et cachet de l'établissement); (pour les seuls élèves des écoles européennes, aucune attestation de fréquentation n'est requise.

- **factures acquittées, photocopies d'abonnements ou autres preuves de paiement, comme indiqué au § 2.2.**

6.1. Les conséquences dans le cas où la demande n'est pas renouvelée

Vu le nombre élevé de demandes à traiter chaque année, l'allocation scolaire continuera à être payée, à **titre d'avance**, sur base des déclarations introduites pour l'année précédente, jusqu'à l'examen des demandes pour l'année scolaire courante.

Si le bénéficiaire ne renouvelle pas la demande, l'allocation scolaire sera supprimée avec effet rétroactif à la fin de l'année scolaire précédente, donnant lieu ainsi à répétition de l'indu conformément à l'article 85 du statut.

Sur base des dispositions pertinentes de l'annexe VII du statut, la suppression de l'allocation scolaire peut entraîner, dans le cas d'un enfant majeur, la suppression d'autres allocations familiales et bénéfiques, notamment: l'allocation pour enfant à charge, l'abattement d'impôt, l'allocation de foyer, la couverture par le régime commun d'assurance-maladie, le voyage annuel, ainsi qu'une réduction de l'indemnité de dépaysement.

6.2. Adresses pour l'envoi des demandes et pour les renseignements

Pour le personnel affecté à Bruxelles et dans les bureaux extérieurs qui dépendent du centre de gestion de Bruxelles:

Direction Générale du Personnel et de l'Administration
Unité IX.B.3 - Service des allocations scolaires
(Fax 69884)

à l'attention de:

- N° pers. de 0 à **52.999** :
Mme A.M. LUKIANOFF ORBN 3/50 ☎ 64869
- N° pers. de **53.000 à 57.999** :
Mme M. T. DUARTE ORBN 3/52 ☎ 94927
- N° pers. de 58.000 à **61.999** :
Mme L. THOMAS-DEVUYST ORBN 3/54 ☎ 56620
- N° pers. de **62.000 à 64.999**,
N° pers. à partir de **115.000**
Mme M. J. VIGARA HIDALGO ORBN 3/66 ☎ 52175
- - Les nouveaux fonctionnaires et agents temporaires,
- Les demandes spéciales "*Raisons pédagogiques impérieuses*",
Mme L. THOMAS-DEVUYST ORBN 3/54 ☎ 56620

Pour le personnel affecté à Luxembourg:

Unité "Personnel Luxembourg"

Secteur "Droits et obligations"

à l'attention de:

- M. René SIMON JMO AI/116A ☎ 34787

Pour le personnel du Centre Commun de Recherche:

Au service administratif de chaque établissement

Pour les pensionnés et les bénéficiaires de l'indemnité visée aux règlements 2150/82, 1679/85, 3518/85, 2274/87, 1857/89, et à l'article 50 du statut:

COMMISSION EUROPEENNE

Direction Générale du personnel et de l'Administration

Unité IX.B.6- Pensions et relations avec les anciens

Bâtiment LOI-86 2/49 - BRUXELLES

ou au gestionnaire du dossier du pensionné.

7. QUELQUES SUGGESTIONS

Mentionnez toujours votre numéro personnel dans la correspondance avec l'administration.

Envoyez la demande avec toutes les pièces justificatives avant le premier novembre. Les demandes en retard ou incomplètes sont la cause de retards administratifs, parfois très importants, au désavantage de ceux qui ont respecté le délai.

S'il est difficile d'obtenir les certificats d'inscription de vos enfants, demandez-les à l'avance. **N'attendez pas la distribution du formulaire.**

Evitez d'envoyer des documents isolés. Il est préférable de rassembler toutes les pièces justificatives et les envoyer en même temps.

Les factures acquittées ou d'autres preuves de paiement sont obligatoires (*comme pour le remboursement des frais médicaux*) **pour bénéficiaire de l'indemnité non-forfaitaire. Il n'y a pas de dérogation à cette obligation.** Veuillez, donc, éviter d'entamer des discussions inutiles avec les gestionnaires.

Votre enfant a interrompu ou terminé ses études?

... Il a changé d'université ou reçoit, cette année, une bourse d'étude?

... Il effectue un stage rémunéré en même temps que ses études?

... il doit faire son service militaire obligatoire?

Informez immédiatement et par écrit l'unité administrative compétente de tout changement qui peut entraîner une modification de vos droits en matière d'allocations familiales.

Des informations tardives peuvent être à l'origine de mesures de répétition de l'indu parfois désagréables!

* * * *

Ces informations peuvent être aussi consultées, via

Netscape, sur

Europaplus

Les autres versions linguistiques de cette publication,
sont disponibles sur demande,
auprès du service des allocations scolaires à Bruxelles.

EDUCATION ALLOWANCE

(Article 67 of the Staff Regulations and Article 3 of Annex VII to the Staff Regulations)

1. WHO IS ELIGIBLE

The education allowance is granted annually, upon submission of an application, to officials and temporary staff and to persons in receipt of a pension or an allowance under Regulations 2150/82, 1679/85, 3518/85, 2274/87 or 1857/89 or under Article 50 of the Staff Regulations for dependent children⁵ who are in regular full-time attendance at an educational establishment, i.e. who attend a minimum of sixteen hours of lessons per week for a minimum of three consecutive months. Temporary attendance at an educational or training course is not considered to be regular full-time attendance at an educational establishment.

Participation in a correspondence course does not give entitlement to the education allowance, except in the case of a child who is unable to attend an educational establishment for reasons of force majeure (sickness, handicap, etc) duly supported by evidence. If this is the case, you should contact the person in charge of your file for more details.

Entitlement to the education allowance commences when the child begins to attend a primary educational establishment. It ceases at the end of the month in which the conditions giving such entitlement are no longer fulfilled, and at the latest at the end of the month in which the child reaches the age of 26.

⁵ The education allowance is not granted for persons who are treated as dependent children for family allowance purposes under Article 2(4) of Annex VII to the Staff Regulations

Education allowance is not paid nor are expenses reimbursed in the case of children attending nursery school.

Auxiliary staff, national experts, service providers and agency staff are not eligible for the education allowance.

2. HOW THE ALLOWANCE IS CALCULATED

The education allowance is intended to cover the actual education costs incurred by parents but may not exceed the *maximum monthly amount* laid down in Article 3(1) of Annex VII to the Staff Regulations (Bef7394 from 1 July 1996)⁶.

The allowance is paid monthly and consists of a **FLAT-RATE portion** and, in some cases, a **VARIABLE portion** up to the maximum monthly amount referred to above.

2.1. The flat-rate portion of the allowance

The *flat-rate portion* of the allowance is to cover **compulsory expenditure** on full participation by the child in the curriculum of the establishment attended (administrative costs, books, school and sports equipment, extra-curricular activities, school trips, excursions, school insurance, etc.).

This portion is calculated as follows:

2.1.1. Primary and secondary education (or equivalent)

- **36%** of the *maximum monthly amount* for each child under the age of 11 (Bef 2662);

⁶ This monthly maximum changes whenever staff remuneration is adjusted

- 50% of the *maximum monthly amount* for each child over the age of 11 (Bef 3 697);
- 100% of the *maximum monthly amount* for each child who attends a primary or secondary school located in a place other than that where the family lives and who therefore does not live at home (Bef 7 394);

2.7.2. Higher education⁷

- **100%** of the *maximum monthly amount* referred to above for each child who attends a higher education establishment (Bef 7 394);

or

- 200% of the *maximum monthly amount* referred to above (Bef 14 788) if the following three conditions are fulfilled⁸:

- 1) the place of employment of the official or member of the temporary staff must be at least 50km from a higher education establishment located in the country of which he or she is a national and working in his or her native language;
- 2) the child must actually attend an establishment of higher education at least 50 km from the place of employment of the official or member of the temporary staff;

7 Any complete university or equivalent course for which a certificate obtained on completion of secondary education is required and which leads to a legally recognized higher-education diploma may be counted as higher education

8 This second indent regarding the double maximum amount does not apply in the case of staff in receipt of a pension

3) the official or member of the temporary staff must be entitled to the expatriation allowance.

Only the first two conditions need be fulfilled **if there is no higher education establishment** in the country of which the official or member of the temporary staff is a national.

2.2. The variable portion of the allowance

The *variable portion* of the allowance, which is paid in addition to the *flat-rate portion* up to the maximum monthly amount, is intended to cover the following in particular:

- a) registration fees;
- b) examination fees;
- c) the cost of transport (private, public or school) between the child's home and school if the journey (one-way) between the two is at least 1 km (see point 2.3);
- d) costs arising from participation in courses at *winter sports, countryside or coastal resorts* (see point 2.4);
- e) actual costs referred to in point 2.1 which exceed those reimbursed as the *flat-rate portion*.

The *variable portion* is equal to one twelfth of the total annual expenses referred to above **but may not exceed:**

- 64% of the *maximum monthly amount* for a child under 11 years of age (Bef 4 732);
- 50% of the *maximum monthly amount* for a child over 11 years of age (Bef 3 697).

The expenses referred to above are reimbursed only if supporting documents are submitted; a receipted invoice, or proof of payment, showing the name and first name of the child and the school year or period to which it refers and the nature of the expenses incurred.

No variable portion is paid in respect of:

- children attending an establishment of higher education;
- children attending a primary or secondary school who do not live in the place where their family is resident and receive a flat-rate allowance equal to 100% of the maximum amount.

BREAKDOWN BETWEEN THE FLAT RATE AND VARIABLE PORTIONS OF THE ALLOWANCE

Standard maximum amount:

Child under the age of 11

Flat-rate portion 36%	Variable portion available 64%
--	---

(as % of statutory maximum)

Child age 11 or over

Flat-rate portion 50%	Variable portion available 50%
--	---

Child attending a primary or secondary school but not living in the family home, or attending a university or establishment of higher education

Flat-rate portion 100%

Double the maximum amount

Child **under** the age of 11 who, for imperative educational reasons duly supported by evidence, is attending a primary or secondary school located at least 50 km from the place of employment of the official or member of the temporary staff, or where there is no European School located within 50 km of the place of employment.

Flat-rate portion 36%	Variable portion available 164%
--	--

(as % of statutory maximum)

Child age 11 or **over**, who, for imperative educational reasons duly supported by evidence, is attending a primary or secondary school located at least 50 km from the place of employment of the official or member of the temporary staff, or where there is no European School located within 50 km of the place of employment.

Flat-rate portion 50%	Variable portion available 150%
--	--

Child enrolled in a university or establishment of higher education located more than 50 km from the place of employment of the parent in receipt of the allowance provided he/she is also entitled to expatriation allowance.

Flat-rate portion 200%

2.3. Transport costs

The cost of public, private or school transport is reimbursed, up to the *maximum amount* cited in point 2., on condition that the length of the journey (one-way) between the child's home and school is at least 1 km.

- If *public* or *school* transport is used, a copy of the annual season ticket (for public transport) or proof of payment from the school transport administration must be submitted.
- If *private* transport is used, the distance between the child's home and school (one-way) must be stated. Reimbursement will be based on the cost of the cheapest form of normal public or school transport taking the shortest route between home and school.

Officials, members of the temporary staff and retired staff in receipt of a pension who for administrative purposes come under DG IX-Brussels and whose children attend European Schools in Brussels or Varese and those who for administrative purposes come under DG IX-Luxembourg and whose children attend the European School in Luxembourg need not pay for the use of school buses (or buses of the *Association des transports privés* in Luxembourg) if they are entitled to the education allowance. The administration will pay these transport costs direct to the school (or the Association) so long as they do not exceed the *maximum laid down*. -

Annual applications must nevertheless specify which means of transport is used (European School bus, private transport, public transport or school transport).

2.4. Reimbursement of courses at winter sports, countryside or coastal resorts

Costs arising from a child's participation in courses at **winter sports, countryside or coastal resorts** are reimbursed, within the limits laid down for the variable portion of the allowance in point 2.2, on condition that:

- a) the courses are organized by the educational establishment and not by individual teachers;
- b) the courses are organized as part of the curriculum and not in holiday periods;
- c) the child is lodged in accommodation away from home during these courses;
- d) half the time on these courses is devoted to normal school work.

Reimbursement will be effected only on presentation of the original of a certificate signed by the headmaster/headmistress and bearing the school stamp, **issued after the return of the participants.**

The certificate must state:

- a) that the student concerned "**has participated**" in a course at a **winter sports, countryside or coastal resort**;
- b) that the activity was organized by the educational establishment as part of the curriculum;
- c) the dates of attendance (not in holiday periods);
- d) the place where the course took place;
- e) the student was lodged in accommodation away from home during the course;
- f) the cost paid by the applicant.

Certificates for activities other than the above will not be taken into consideration.

The applicant must also state whether a contribution or reimbursement has been or could be paid by any other organization for the course in question.

The costs incurred in respect of school excursions, school trips, sports courses and language courses do not qualify for reimbursement under this head as they are covered by the flat-rate portion of the allowance (see point 2.1).

Reimbursement will be paid in 12 monthly instalments, normally commencing at the beginning of the school year and continuing up to the following August, as part *of* the variable portion of the allowance (code 206 on salary statements).

3. DOUBLE EDUCATION ALLOWANCE FOR IMPERATIVE EDUCATIONAL REASONS

When the place of employment of the official or member of the temporary staff, is located at least 50 km from either a European School or a primary or secondary educational establishment working in his or her language, which the child attends for **imperative educational reasons duly supported by evidence**, the variable portion of the allowance is paid up to a maximum of:

- **164%** of the maximum amount for a child under 11 years of age (Bef 12 126);
- **150%** of the maximum amount for a child over 11 years of age (Bef 11 091).

The following are recognized as imperative educational reasons:

- **Educational problems affecting a child attending a European School or a school of the child's nationality working in the child's language.**

In this case a certificate is required from the headmaster or headmistress of the school the child is attending, stating that it is in the child's interests to leave that school and take up another form of education. This new form of education must correspond exactly to the child's educational requirements as observed during the time spent at his or her current school.

- **Educational problems arising because a parent who is an official or member of the temporary staff has taken up employment in a place where there is an European School or has been transferred there.**

In this case the imperative educational reasons which are considered to justify keeping the child at the school he or she currently attends are:

- that the child is in the final year of a course leading to a higher level of education;

or

- that the child is in the last (e.g. third) term of a school year; in this case a certificate is required from the headmaster or headmistress stating that a change of school under these circumstances would seriously affect the child's education.

- **Language problems where there is an European School at the place of employment of the parent who is an official or member of the temporary staff.**

In this case, a certificate is required from the headmaster or headmistress of the European School stating that the child's knowledge of languages is not sufficient to enable him or her to attend classes at the European School.

To qualify for the double education allowance for imperative educational reasons, the school the child attends must be more than 50 km from the parent's place of employment.

4. PAYMENT OF EDUCATION ALLOWANCE TO A THIRD PERSON

If custody of the child in respect of whom the education allowance is paid has been entrusted by law, by order of court or by order of the competent administrative authority to another person, the allowance is paid to that person on behalf of the official, member of the temporary staff, pensioner or other person entitled to the allowance referred to in the Regulations cited in point 1.

In this case, the distance between home and the establishment of higher education (see point 2.1) or the primary or secondary school attended for *imperative educational reasons*, which must be at least 50 km for the doubling of the statutory maximum amount, is calculated from the place of residence of the person having custody of the child.

5. GRANTS AND SIMILAR ALLOWANCES RECEIVED FROM ANY OTHER SOURCE

Anyone applying for the education allowance must declare any grants or similar allowances from any other source (such as *allocations d'études*, *basisbeurs*, *student grants*, *state education grants*, *allocation de rentrée scolaire* and the like).

Pursuant to Article 67(2) of the Staff Regulations, these allowances are deducted from the allowances paid by the institution.

6. SUBMISSION OF APPLICATIONS

A **new** application for the education allowance **must be submitted** at the beginning of **every school year**, using the special form distributed for this purpose to all parents in September.

The forms are sent, individually addressed, to staff and to persons in receipt of a pension or an allowance under Regulations 2150/82, 1679/85, 3518/85, 2274/87 or 1857/89 or under Article 50 of the Staff Regulations.

Officials or temporary staff who have not received the form or who wish to receive it in another language can apply to the messengers ("*huissiers*") for their floor, or to the administrative department responsible for this matter, who keep a supply of forms in all the official languages.

Applicants should fill out **one form only**, making photocopies of parts of the form as needed if several children are involved.

The deadline for sending the form and supporting documentation to the administrative department concerned is **1 November**.

Box A of the form must be completed for each child for whom an application is being made.

All supporting documentation **must** be submitted with the applications, e.g.:

- **originals of certificates of attendance** (signed by the headmaster or headmistress and with the school stamp) (for pupils of the European Schools only, no certificate of attendance is required);
- **receipted invoices, photocopies of season tickets or other proof of payment, as specified in point 2.2.**

6.1. Consequences of failing to renew applications :

Given the large number of applications to be processed every year, allowances will continue to be paid as **an advance**, on the basis of the applications submitted for the previous year, until the new applications have been examined.

If the person entitled to an allowance does not reapply, it will be terminated with effect from the end of the previous school year and the payments already made for the current school year will be recovered in accordance with Article 85.

On the basis of the provisions of Annex VII to the Staff Regulations, termination of the education allowance in cases where the child is over 18 may entail the termination of other family allowances and benefits, in particular the dependent child allowance, the household allowance, tax abatements, sickness insurance cover and annual travel expenses, and may also lead to a reduction in the expatriation allowance.

6.2. Addresses for applications and enquiries

- For staff employed in Brussels or in external offices administered from Brussels:

Directorate-General for Personnel and Administration
Unit K.B.3 - Education allowances (Fax 69884)

- Personnel Nos 0 to 52 **999**:

Mrs A.M.LUKIANOFF.....ORBN 3/50 ☎ 64869

- Personnel Nos **53 000** to 57 **999**

Mrs T. DUARTE.....ORBN 3/52 ☎ 94927

- Personnel Nos 58 000 to 61 999

Mrs. L. THOMAS-DEVUYST..... ORBN3/54 ☎¹56620

- Personnel Nos 62 000 to 64 999,
Personnel Nos from 115000 upwards

Mrs M. J. VIGARA HIDALGOORBN 3/66 ☎ 52175

- - New officials and temporary staff,
- Applications for the double maximum allowance, for "imperative educational reasons",

Mrs. L. THOMAS-DEVUYST..... ORBN 3/54 ☎ 56620

- *For staff employed in Luxembourg:*

**Personnel (Luxembourg) Unit
Rights and Obligations Section**

Mr René SIMON..... JMOA1/116A ☎ 34787

- *For Joint Research Centre staff.*

Relevant administrative office at each establishment

- *For retired staff and persons in receipt of an allowance under Regulations 2150/82, 1679/85, 3518/85, 2274/87 or 1857/89 or under Article 50 of the Staff Regulations:*

EUROPEAN COMMISSION

**Directorate-General for Personnel and Administration
Unit IX.B.6 - Pensions and Relations with Former Staff
Bâtiment LOI-86 2/49, BRUSSELS**

or to the person in charge of the pensioner's file.

7. A FEW SUGGESTIONS

- Always quote your personnel number in any correspondence with the administration.
- **Send in your application with all supporting documentation before 1 November.** Late or incomplete applications may cause lengthy administrative delays, which also affect those who met the deadline.
- If it is difficult to obtain enrolment certificates for your children, ask for them in advance. **Do not wait until** the forms have been distributed.
- **Avoid sending documents in separately.** It is better to collect all your supporting documents and send them in together.
- Receipted invoices or other proof of payment must be presented (as is the case for the reimbursement of medical expenses) to obtain the **variable portion of the allowance. There are no exceptions to this rule.** So please avoid fruitless discussions with the person in charge of your file.
- Inform the relevant administrative unit immediately and in writing of any change that might affect your entitlement to family allowances. For example, if your child has interrupted or completed his or her studies changed university is receiving a student grant for the current year is on a placement..... has to do his military service.
- Always provide information as promptly as possible to avoid the unpleasantness of having to pay back allowances you were not entitled to.

You can also find this information through

NETSCAPE

on

EUROPPlus

The other language versions of this leaflet
are available from the Education Allowance Sections
in Brussels.

ANNEXE VII

Règles relatives à la rémunération et aux remboursements de frais

Section 1

Allocations familiales

Article premier

(8)(10)(13)(19)(23)(24)(27)(31)(32)
(35)(36)(38)(40)(41)(42)(43)(47)(48)
(49)(53)(54)(56)(57)(58)(59)(60)(65)(66)

1 L'allocation de foyer est fixée à 5 % du traitement de base du fonctionnaire sans pouvoir être inférieure à francs belges

2 A droit à l'allocation de foyer

- a) le fonctionnaire marié
- b) le fonctionnaire veuf, divorce séparé légalement ou célibataire, ayant un ou plusieurs enfants à charge au sens de l'article 2 paragraphes 2 et 3,
- c) par décision spéciale et motivée de l'autorité investie du pouvoir de nomination, prise sur la base de documents probants, le fonctionnaire qui, ne remplissant pas les conditions prévues aux points a) et b), assume cependant effectivement des charges de famille

3 Dans le cas où son conjoint exerce une activité professionnelle lucrative donnant lieu à des revenus professionnels supérieurs au traitement de base annuel d'un fonctionnaire du grade C 3 au troisième échelon affecté du coefficient correcteur fixe pour le pays dans lequel le conjoint exerce son activité professionnelle avant déduction de l'impôt, le fonctionnaire ayant droit à l'allocation de foyer ne bénéficie pas de cette allocation, sauf décision spéciale de l'autorité investie du pouvoir de nomination. Toutefois, le bénéfice de l'allocation est maintenu dans tous les cas lorsque les conjoints ont un ou plusieurs enfants à charge

4 Lorsque, en vertu des dispositions visées ci-dessus deux conjoints employés au service des Communautés ont tous deux droit à l'allocation de foyer, celle-ci n'est versée qu'au conjoint dont le traitement de base est le plus élevé

5 Lorsque le fonctionnaire a droit à l'allocation de foyer uniquement au titre du paragraphe 2 point b) et que tous ses enfants à charge, au sens de l'article 2 paragraphes 2 et 3, sont confiés, en vertu de dispositions légales ou par décision de justice ou de l'autorité administrative

compétente à la garde d'une autre personne l'allocation de foyer est versée à celle-ci pour le compte et au nom du fonctionnaire. Pour les enfants majeurs à charge, cette condition est considérée comme étant remplie dans le cas où ils résident habituellement auprès de l'autre parent

Toutefois, au cas où les enfants du fonctionnaire sont confiés à la garde de plusieurs personnes, l'allocation de foyer est répartie entre celles-ci au prorata du nombre d'enfants dont elles ont la garde

Si la personne à laquelle doit être versée l'allocation de foyer du chef d'un fonctionnaire, en vertu des dispositions qui précèdent, a elle-même droit à cette allocation en raison de sa qualité de fonctionnaire ou autre agent seule l'allocation dont le montant est le plus élevé lui est versée

Article 2

(1)(13)(19)(23)(27)(31)(32)(35)(36)
(38)(40)(41)(42)(43)(47)(48)(49)(53)
(54)(56)(57)(58)(59)(60)(65)(66)

1 Le fonctionnaire ayant un ou plusieurs enfants à charge bénéficie dans les conditions énumérées aux paragraphes 2 et 3 d'une allocation de 827 francs belges par mois pour chaque enfant à sa charge

2 Est considéré comme enfant à charge, l'enfant légitime, naturel ou adoptif du fonctionnaire ou de son conjoint, lorsqu'il est effectivement entretenu par le fonctionnaire

Il en est de même de l'enfant ayant fait l'objet d'une demande d'adoption et pour lequel la procédure d'adoption a été engagée

3 L'allocation est accordée

- a) d'office pour l'enfant qui n'a pas encore atteint l'âge de 18 ans
- b) sur demande motivée du fonctionnaire intéressé pour l'enfant âgé de 18 ans à 26 ans qui reçoit une formation scolaire ou professionnelle

4 Peut être exceptionnellement assimilée à l'enfant à charge par décision spéciale et motivée de l'autorité investie du pouvoir de nomination prise sur la base de documents probants toute personne à l'égard de laquelle le fonctionnaire a des obligations alimentaires légales et dont l'entretien lui impose de lourdes charges

5 La prorogation du versement de l'allocation est acquise sans aucune limitation d'âge si l'enfant se trouve atteint d'une maladie grave ou d'une infirmité qui l'empêche de subvenir à ses besoins, et pour toute la durée de cette maladie ou infirmité

6 L'enfant a charge au sens du présent article n'ouvre droit qu'à une seule allocation pour enfant à charge, même si les parents relèvent de deux institutions différentes des trois Communautés européennes

7 Lorsque l'enfant a charge, au sens des paragraphes 2 et 3, est confié, en vertu de dispositions légales ou par décision de justice ou de l'autorité administrative compétente, à la garde d'une autre personne, l'allocation est versée à celle-ci pour le compte et au nom du fonctionnaire

Lorsque l'enfant ouvrant droit à l'allocation scolaire est confié, en vertu de dispositions légales ou par décision de justice ou de l'autorité administrative compétente, à la garde d'une autre personne, l'allocation scolaire est versée à celle-ci pour le compte et au nom du fonctionnaire. Dans ce cas, la distance d'au moins 50 kilomètres prévue au troisième alinéa est calculée à partir du lieu de résidence de la personne qui a la garde de l'enfant

Article 3

(1)(8)(13)(14)(19)(23)(24)(27)(31)(32)
(35)(36)(38)(40)(41)(42)(43)(47)(48)(49)
(53)(54)(56)(57)(58)(59)(60)(65)(66)

Le fonctionnaire bénéficie d'une allocation scolaire d'un montant égal aux frais effectifs de scolarité engagés par lui dans la limite d'un plafond mensuel de 73,99 francs belges pour chaque enfant à charge au sens de l'article 2 paragraphe 2, fréquentant régulièrement et à plein temps un établissement d'enseignement

Le droit à l'allocation prend naissance le premier jour du mois au cours duquel l'enfant commence à fréquenter un établissement d'enseignement primaire, pour expirer à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 26 ans.

Le plafond mentionné au premier alinéa est double pour :

- le fonctionnaire dont le lieu d'affectation est distant d'au moins 50 kilomètres soit d'une école européenne, soit d'un établissement d'enseignement de sa langue que l'enfant fréquente pour des raisons pédagogiques impérieuses dûment justifiées,
- le fonctionnaire dont le lieu d'affectation est distant d'au moins 50 kilomètres d'un établissement d'enseignement supérieur du pays de sa nationalité et de sa langue, à condition que l'enfant fréquente effectivement un établissement d'enseignement supérieur distant d'au moins 50 kilomètres du lieu d'affectation et que le fonctionnaire soit bénéficiaire de l'indemnité de dépaysement, cette dernière condition n'est pas requise s'il n'y a pas un tel établissement dans le pays de la nationalité du fonctionnaire

DISPOSITIONS GENERALES D'EXECUTION RELATIVES A
L'OCTROI DE L'ALLOCATION SCOLAIRE

LA COMMISSION DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Vu le statut des fonctionnaires des Communautés européennes ainsi que le régime applicable aux autres agents de ces Communautés fixes par le règlement (CEE EURATOM CECA) n° 259/68 du Conseil (1) modifié en dernier lieu par le règlement n° 3178/76 (2) et notamment l'article 67 paragraphe 1 littéra c) ainsi que l'article 3 de l'annexe VII dudit statut

Vu l'avis du Comité du statut

Après consultation du Comité du personnel

Considérant qu'il convient d'arrêter les dispositions générales d'exécution relatives à l'octroi de l'allocation scolaire

A ARRETE LES PRESENTES DISPOSITIONS
GENERALES D'EXECUTION

Article premier

1 Le fonctionnaire bénéficie sur sa demande pour chaque enfant à charge fréquentant régulièrement et à plein temps un établissement d'enseignement d'une allocation scolaire destinée à couvrir les frais effectifs de scolarité engagés

La fréquentation de cours d'enseignement et de formation à caractère temporaire n'est pas considérée comme fréquentation régulière et à plein temps d'un établissement d'enseignement au sens des présentes dispositions

2 Est considéré comme enfant à charge l'enfant légitime naturel ou adoptif du fonctionnaire ou de son conjoint lorsque l'enfant est effectivement entretenu par le fonctionnaire

Il en est de même de l'enfant ayant fait l'objet d'une demande d'adoption et pour lequel la procédure d'adoption a été engagée

Article 2

1 Le droit à l'allocation scolaire prend naissance le premier jour du mois au cours duquel l'enfant commence à fréquenter un établissement d'enseignement primaire

Le droit à l'allocation scolaire expire à la fin du mois au cours duquel les conditions ouvrant droit à cette allocation ne sont plus remplies et au plus tard à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 26 ans

2 Le fonctionnaire n'ayant pas droit à une rémunération mensuelle entière bénéficie pour la fraction de mois d'une allocation scolaire fractionnée en trentième conformément au mode de calcul prévu à l'article 16 paragraphe 2 de l'annexe VII du statut des fonctionnaires

3 Au cas où les conditions sur la base desquelles l'allocation scolaire est attribuée changent le montant de l'allocation scolaire est nouvellement fixé avec effet au premier jour du mois au cours duquel ce changement est intervenu

Article 3

Dans la limite des plafonds prévus aux alinéas 1 et 3 de l'article 3 de l'annexe VII du statut l'allocation scolaire couvre

- a) des frais d'inscription et d'examen et des établissements d'enseignement
- b) des frais de transport résultant de l'utilisation d'un moyen de transport public ou particulier au service de l'école
- c) des frais obligatoires exposés notamment pour l'acquisition de livres de matériel scolaire d'un équipement sportif la couverture d'une assurance scolaire et de frais médicaux ainsi que d'autres frais relatifs à l'accomplissement du programme scolaire de l'établissement d'enseignement qui est fréquenté
- d) des frais résultant de la participation de l'enfant à des classes de neige des classes de mer ou des classes de plein air à condition que ces classes soient organisées par l'établissement d'enseignement dans le cadre du programme scolaire en dehors des périodes de vacances scolaires et que l'enfant soit hébergé pendant la participation à de telles classes en dehors du foyer familial les dispositions prévues sous c) ne sont pas applicables aux frais visés au présent littéra

Article 4 (enseignement primaire et secondaire)

- 1 a) Le remboursement des frais visés à l'article 3 a) b) et d) est effectué sur présentation de pièces justificatives

Ces frais donnent lieu soit à un versement mensuel égal au douzième du montant total des frais soit à un versement unique du montant total de ces frais exposés pendant l'année scolaire

- b) Au cas où les moyens de transport visés à l'article 3 b) ne sont pas utilisés le remboursement s'effectue sur la base du coût de l'abonnement du moyen de transport public normal ou du transport public ou privé au service de l'école le moins onéreux et empruntant le trajet le plus court du domicile à l'école

2 Le remboursement des frais visés à l'article 3 c) est effectué moyennant le versement d'une indemnité forfaitaire mensuelle égale à un pourcentage du montant visé à l'article 3 alinéa 1 de l'annexe VII du statut fixe à

- 36% pour les enfants de moins de 11 ans
- 50% pour les enfants de plus de 11 ans

(1) JO n° L 56 du 04 03 1968 page 1
(2) JO n° L 359 du 30 12 1976 page 9

3 Les frais visés à l'article 3 et qui dépassent les remboursements prévus au paragraphe 2 sont remboursés sur présentation de pièces justificatives jusqu'à concurrence du montant visé à l'article 3 premier alinéa de l'annexe VII du statut

4 Le remboursement des frais visés à l'article 3 est effectué moyennant le versement d'une indemnité forfaitaire mensuelle égale au montant visé à l'article 3 premier alinéa de l'annexe VII du statut pour chaque enfant fréquentant un établissement d'enseignement primaire, moyen, secondaire ou d'un niveau équivalent situé en dehors du lieu du foyer familial lorsque l'enfant est hébergé en dehors de ce foyer

5 Sur présentation des pièces justificatives, le fonctionnaire a droit au remboursement des frais visés à l'article 3 jusqu'à un montant maximum égal au double du plafond visé à l'article 3 premier alinéa de l'annexe VII du statut lorsque son lieu d'affectation est distant au moins 50 km soit d'une école européenne, soit d'un établissement d'enseignement de sa langue que l'enfant fréquente pour des raisons pédagogiques imperieuses dûment justifiées

Article 5 (enseignement supérieur)

1 Le remboursement des frais visés à l'article 3 est effectué moyennant le versement d'une indemnité forfaitaire mensuelle égale au plafond visé à l'article 3 premier alinéa de l'annexe VII du statut pour chaque enfant fréquentant un établissement d'enseignement supérieur

2 Lorsque le lieu d'affectation d'un fonctionnaire est distant d'au moins 50 km d'un établissement supérieur du pays de sa nationalité et de sa langue, le remboursement des frais visés à l'article 3 est effectué moyennant le versement d'une indemnité forfaitaire mensuelle

égale au double du plafond visé à l'article 3 premier alinéa de l'annexe VII du statut pour chaque enfant fréquentant effectivement un établissement d'enseignement supérieur distant d'au moins 50 km du lieu d'affectation à condition que le fonctionnaire soit bénéficiaire de l'indemnité de déplacement; cette dernière condition n'est pas requise s'il n'y a pas un tel établissement dans le pays de l'nationalité du fonctionnaire

Article 6

L'indemnité forfaitaire prévue aux articles 4 et 5 ci-dessus est accordée également pendant la période des vacances scolaires. Lorsque l'enfant ne poursuit pas ses études après la fin d'une année scolaire, l'indemnité forfaitaire est octroyée jusqu'à la fin du mois suivant celui au cours duquel l'année scolaire a pris fin

Article 7

Le fonctionnaire est tenu de déclarer les allocations de même nature perçues par ailleurs, ainsi que toute modification susceptible d'entraîner la suppression ou la réduction de l'allocation scolaire

Article 8

Les présentes dispositions sont applicables aux agents temporaires

Article 9

Les dispositions générales d'exécution régissant cette matière avant le 1er juillet 1972 sont abrogées

Article 10

Les présentes dispositions prennent effet au 1er mars 1975

8. STAFF REGULATIONS

ANNEX VII

Remuneration and reimbursement of expenses

Section 1
FAMILY ALLOWANCES

Article 1

(8) (10) (13) (19) (23) (24) (27) (31)
(32) (35) (36) (38) (40) (41) (42) (43) (46)

1 The household allowance shall be fixed at 5% of the basic salary of an official or BFR whichever is the greater

2 The household allowance shall be granted to (a) a married official,

(b) an official who is widowed, divorced, legally separated or unmarried and has one or more dependent children within the meaning of Article 2 (2) and (3) below

(c) by special reasoned decision of the appointing authority based on supporting documents, an official who, while not fulfilling the conditions laid down in (a) and (b), nevertheless actually assumes family responsibilities

3 If the spouse of an official is gainfully employed with an annual income before deduction of tax, of more than the basic annual salary of an official in the third step of grade C 3, weighted at the rate for the country where the spouse carries out his or her occupation, the official entitled to the household allowance shall not receive this allowance save by special decision of the appointing authority. The official shall, however, be entitled to the allowance where the married couple have one or more dependent children

4 In cases where, under the foregoing provisions, a husband and wife employed in the service of the Communities are both entitled to the household allowance, this shall be payable only to the person whose basic salary is the higher

5 If the official is entitled to the household allowance only by virtue of paragraph 2(b) and a person other than the official has by law or by an order of court or of the competent administrative authority been given custody of all his dependent children within the meaning of Articles 2(2) and (3) below, the household allowance shall be paid to that other person in the name and on behalf of the official. This condition shall be deemed to be fulfilled in the case of dependent children who have reached their majority if such children have their normal residence with the other parent

If however the official's children are in the care of several different persons the household allowance shall be divided among them according to the number of children in their care

If the person eligible by virtue of the foregoing to receive the household allowance paid in the official's name is also eligible to receive this allowance by reason of his or her own status as official or other member of staff, that person shall receive the higher of the two allowances only

Article 2

(1) (13) (19) (23) (27) (31) (32)
(35) (36) (38) (40) (41) (42) (43) (46)

1 An official who has one or more dependent children shall, in accordance with paragraphs 2 and 3 below, receive an allowance of BFR 275 per month for each dependent child

2 'Dependent child' means the legitimate natural or adopted child of an official or of his spouse who is actually being maintained by the official

The same shall apply to a child for whom an application for adoption has been lodged and the adoption procedure started

Staff Regulations

- 3 The allowance shall be granted
- (a) automatically for children under eighteen years of age,
 - (b) on application, with supporting evidence, by the official for children between eighteen and twenty six who are receiving educational or vocational training
- 4 Any person whom the official has a legal responsibility to maintain and whose maintenance involves heavy expenditure may exceptionally, be treated as if he were a dependent child by special reasoned decision of the appointing authority, based on supporting documents
- 5 Payment of the allowance in respect of a child prevented by serious illness or invalidity from earning a livelihood shall continue throughout the period of that illness or invalidity irrespective of age
- 6 Not more than one dependent child allowance shall be paid in respect of any one dependent child within the meaning of this Article even where the parents are in the service of two different institutions of the three European Communities
- 7 If custody of the dependent child within the meaning of paragraphs 2 and 3 has been entrusted by law or by an order of court or of the competent administrative authority to another person, the dependent child allowance shall be paid to that person in the name and on behalf of the official

If custody of the child in respect of whom the education allowance is paid has been entrusted by law or by an order of court or of the competent administrative authority to another person the education allowance shall be paid to that person in the name and on behalf of the official. In such case, the distance of at least 50 km referred to in the preceding paragraph shall be calculated from the place of residence of the person having custody of the child

Article 3

- (1) (8) (13) (14) (19) (23) (24) (27) (31)
(32) (35) (36) (38) (40) (41) (42) (43) (46)

An official shall receive an education allowance equal to the actual education costs incurred by him up to a maximum of BFR 7294 per month for each dependent child, within the meaning of Article 2 (2) above, who is in regular full time attendance at an educational establishment

Entitlement to this allowance commence on the first day of the month in which the child begins to attend a primary educational establishment and shall cease at the end of the month in which the child reaches the age of twenty-six

The maximum prescribed in the first paragraph shall be doubled for

- an official whose place of employment is at least 50 km from, either
 - a European school, or
 - an educational establishment working in his language which the child attends for imperative educational reasons duly supported by evidence,
- an official whose place of employment is at least 50 km from an establishment of higher education in the country of which he is a national or working in his language, provided that the child actually attends an establishment of higher education at least 50 km from the place of employment and the official is entitled to the expatriation allowance, the latter condition shall not apply if there is no such establishment in the country of which the official is a national

GENERAL IMPLEMENTING PROVISIONS FOR GRANTING
THE EDUCATION ALLOWANCE

THE COMMISSION
OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Staff Regulations of Officials and the Conditions of Employment of Other Servants of the European Communities laid down by Regulation (EEC) No 259/68 of the Council⁽¹⁾ as last amended by Council Regulation No 3178/76⁽²⁾ and in particular Article 67 (1)(c) of the Staff Regulations and Article 7 of Annex VII thereto,

having regard to the Opinion of the Staff Regulations Committee,

After consulting the Staff Committee

whereas general implementing provisions should be adopted for granting the education allowance

HAS ADOPTED THESE GENERAL
IMPLEMENTING PROVISIONS

Article 1

1. Upon application an official shall receive an education allowance to cover the actual education cost incurred by him for each dependent child who is in regular full time attendance at an educational establishment. Temporary attendance at an educational or training course shall not be considered to be regular full time attendance at an educational establishment within the meaning of these provisions

2. Dependent child means a legitimate, natural or adopted child of an official or of his spouse, who is actually being maintained by the official.

The term shall also apply to a child in respect of whom an application for adoption has been lodged and the adoption procedure commenced.

Article 2

1. Entitlement to the education allowance shall commence on the first day of the month in which the child begins to attend a primary educational establishment.

Entitlement to the education allowance shall cease at the end of the month in which the conditions giving such entitlement cease to be satisfied and in any case not later than the end of the month in which the child reaches the age of 26.

2. An official who is not entitled to a whole month's remuneration shall for the relevant part of the month, receive an education allowance divided into thirtieths in accordance with the method of calculation laid down in Article 16(2) of Annex VII to the Staff Regulations of Officials.

3. Where the circumstances by virtue of which an education allowance is granted change, the amount of

the education allowance shall be fixed anew with effect from the first day of the month in which that change occurred.

Article 3

Subject to the maximum amounts laid down in the first and third paragraphs of Article 3 of Annex VII to the Staff Regulations the education allowance shall cover

- (a) registration and examination fees at educational establishments
- (b) transport costs incurred as a result of the use of public or private transport serving the school
- (c) compulsory expenditure incurred for the purchase of books, school equipment, sports equipment, school insurance and medical expenses cover and other expenses connected with following the curriculum of the educational establishment attended
- (d) costs incurred as a result of the child's participating in courses at winter sports, coastal or countryside resorts, provided that such courses are organized as part of the curriculum by the educational establishment outside school holidays and the child is accommodated away from home whilst participating in such courses. The provisions of subparagraph (c) shall not apply to the costs specified in this subparagraph.

Article 4

(Primary and secondary education)

- 1 (a) The costs specified in Article 1(a), (b) and (d) shall be reimbursed upon presentation of supporting documents.

Reimbursement shall be effected either by monthly payments of one twelfth of the total amount of the costs or by a single payment of the total amount of the costs incurred during the school year.

- (b) Where the forms of transport mentioned in Article 3(b) are not used, reimbursement shall be on the basis of the cost of a season ticket for the normal means of public transport, or the public or private transport serving the school which is the least expensive and which follows the shortest route between home and school.

2. The costs mentioned in Article 1(c) shall be reimbursed by payment of a fixed monthly amount corresponding to the following percentages of the amount mentioned in the first paragraph of Article 3 of Annex VII to the Staff Regulations:

- 36% for children under 11 years of age,
- 50% for children over 11 years of age.

3. The costs referred to in Article 3 which exceed the reimbursements provided for in paragraph (2) shall be reimbursed, on presentation of supporting documents,

⁽¹⁾ OJ L 46, 4 March 1968, p. 1.

⁽²⁾ OJ L 159, 30 December 1976, p. 9.

up to the amount stated in the first paragraph of Article 3 of Annex VII to the Staff Regulations

4. The costs specified in Article 3 shall be reimbursed by payment of a fixed monthly amount equal to that stated in the first paragraph of Article 3 Annex VII to the Staff Regulations for each child attending a primary, middle or secondary school, or equivalent educational establishment, at a place other than the place of the family home and living away from home

5. On presentation of supporting documents, the official shall be entitled to receive up to double the amount stated in the first paragraph of Article 3 of Annex VII to the Staff Regulations by way of reimbursement of the costs specified in Article 3 hereof, provided that his place of employment is at least 50 km

- a European school or
- an educational establishment working in his language which the child must attend for imperative circumstantial reasons adequate evidence of which is supplied

Article 5 (Higher education)

1. Reimbursement of the costs specified in Article 3 shall be effected by payment of a fixed monthly allowance equal to the maximum stated in the paragraph of Article 3 of Annex VII to the Staff Regulations for each child attending an establishment of higher education

2. Where an official's place of employment is at least 50 km from an establishment of higher education, in the country of which he is a national and working in his

language reimbursement of the costs specified in Article 3 shall be effected by payment of a fixed monthly allowance of double the maximum amount specified in the first paragraph of Article 3 of Annex VII to the Staff Regulations for each child actually attending an establishment of higher education at least 50 km from the place of employment, provided that the official is entitled to the expatriation allowance, the latter condition shall not apply if there is no such establishment in the country of which the official is a national

Article 6

The fixed allowance provided for in Articles 4 and 5 shall also be granted during the school holidays. Where a child does not continue his studies after the end of a given academic year the fixed allowance shall be paid until the end of the month following that in which the academic year ended

Article 7

The official shall declare any similar allowances received from any other source and shall notify any change of circumstances which might lead to the termination or reduction of the education allowance

Article 8

These provisions shall apply to temporary staff

Article 9

The General Implementing Provisions which governed this matter before 1 July 1972 are hereby repealed

Article 10

These provisions shall take effect on 1 March 1975